

10 décembre 2010 06h00 | Par **Hervé Pons**

Une haie d'honneur faite aux dirigeants

Le 6e comité d'entreprise s'est tenu hier avec 300 grévistes. Parmi les demandes, figure le retour du logo Ford.



Hier matin, 300 salariés de First (FAI) avaient cessé le travail durant la tenue du comité d'entreprise. PHOTO PHILIPPE TARIS

Les dirigeants de First et de Ford ont été accueillis, hier matin, par une haie d'honneur de 300 salariés grévistes. En forme de dérision, bien sûr. Les premiers s'apprêtaient, pour la sixième fois, à participer à une réunion du comité d'entreprise dans le cadre du « processus de consultation préalable » à la reprise du site First Aquitaine Industrie (FAI) par Ford.

C'est en effet le 17 décembre que HZ, propriétaire de FAI, devrait céder l'entreprise à Ford (1). La date, initialement prévue le 15 décembre, a été repoussée d'un jour dans un contexte de bras de fer. En effet, les représentants du comité d'entreprise doivent donner un avis consultatif pour que cette reprise puisse se réaliser.

À défaut d'avis, positif ou négatif, la cession de FAI à Ford ne pourra pas se faire. Mais un seul avis recueilli auprès du comité d'entreprise suffirait à donner le feu vert au processus. On imagine les tensions de part et d'autre, y compris au sein du CE où s'expriment différents courants.

350 emplois à la trappe

Les enjeux sont de trois ordres. L'un porte sur le symbole : les salariés mobilisés demandent que le logo Ford réapparaisse sur la façade des bâtiments. À leurs yeux, on n'est pas dans le « gadget » mais bien dans le fond du problème. Si Ford n'ose pas afficher son nom sur la façade de l'ex-First, c'est qu'il y a anguille sous roche, que

les choses ne sont pas aussi claires que les termes de l'accord voudraient bien le dire.

Deuxième élément, le cahier des charges. Les activités, toutes liées désormais à l'automobile (on ne parle plus d'éoliennes) apparaissent disparates, nécessitant pour certaines des effectifs très limités (10-15 salariés).

Le troisième élément, lié, est l'emploi : 350 seraient menacés sur les 1 500, mais en « souplesse », sous forme de départs volontaires et de préretraites.

D'autres actions de salariés sont annoncées pour la semaine prochaine.

(1) Voir notre édition de mercredi 8 décembre.

© www.sudouest.fr 2010